



Les États-Unis menacent d'une escalade militaire alors que l'Irak affronte le COVID-19 et le choc des prix du pétrole

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 18 mars 2020

[wsws.org](#) 17 mars 2020

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#), [Pétrole](#), [Gaz de schiste](#), [Énergie](#)

Analyses: [COVID-19](#)

Le secrétaire d'État américain Mike Pompeo a menacé le gouvernement irakien que le Pentagone lancera de nouvelles attaques en représailles aux tirs de roquettes sur des bases en Irak abritant du personnel militaire américain, selon une note de service publiée lundi par le département d'État.

Le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo s'adresse à la presse au département d'Etat à Washington D.C. [photo département d'Etat par Freddie Everett/Public Domain]

Pompeo a eu une conversation téléphonique dimanche avec le Premier ministre irakien Adel Abdul Mahdi, un jour après que la base d'al-Taji, au nord de Bagdad, ait été frappée par 33 roquettes Katyusha faisant trois blessés, dont deux grièvement blessés. L'attaque est la dernière d'une série de représailles et de contre-représailles qui dégénère dangereusement en l'éclatement d'une autre guerre majeure américaine au Moyen-Orient.

La menace d'une plus grande opération militaire américaine en Irak survient alors que le pays est sous le choc de l'effet combiné de la propagation du coronavirus et d'une chute drastique du prix du pétrole, pratiquement son seul produit d'exportation.

La dernière attaque contre la base d'al-Taji a fait suite à des frappes aériennes américaines qui ont fait cinq morts dans l'armée régulière irakienne, deux policiers et un travailleur civil, un cuisinier, ainsi que plusieurs autres blessés. Les bombardements américains, qui ont frappé un aéroport civil en construction à l'extérieur de la ville sainte chiite irakienne de Karbala, ont été lancés après une précédente attaque à la roquette contre le camp Taji, comme le nomme l'armée américaine, qui a tué deux soldats américains et un soldat britannique. Une frappe distincte contre une base de la milice chiite Kataib du Hezbollah dans l'est de la Syrie près de la frontière irakienne aurait tué 18 combattants.



Le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo s'adresse à la presse au département d'Etat à Washington D.C. [photo département d'Etat par Freddie Everett/Public Domain]

Selon la lecture de l'appel par le département d'État: «Le secrétaire Pompeo a réitéré que le gouvernement irakien doit défendre le personnel de la coalition soutenant les efforts du gouvernement irakien pour vaincre l'État islamique. Le Secrétaire Pompeo a souligné que les groupes responsables de ces attaques doivent être tenus responsables. Le secrétaire Pompeo a noté que l'Amérique ne tolérera pas les attaques et les menaces de mort aux États-Unis et prendra des mesures supplémentaires si nécessaire en cas de légitime défense.»

Le ton de cet ultimatum exprime toute l'arrogance d'un occupant colonial envers un pays opprimé.

Les troupes américaines, dont il y en a plus de 6000, restent en Irak malgré le vote du Parlement du pays en janvier dernier demandant leur retrait.

Ce vote est intervenu après l'assassinat criminel, le 3 janvier par un drone, du général Qassem Suleimani, l'un des plus hauts responsables iraniens, à l'aéroport international de Bagdad. Suleimani a été assassiné par le gouvernement américain après son arrivée à l'aéroport sur un vol commercial en route vers une réunion avec le Premier ministre Mahdi pour des discussions sur les efforts diplomatiques pour apaiser les tensions entre l'Iran et l'Arabie saoudite. Alors que les responsables de l'administration Trump ont initialement affirmé que l'assassinat avait été ordonné pour prévenir des attaques imminentes, ce prétexte a ensuite été abandonné. Le véritable motif du meurtre était la détermination de Washington à perturber toute tentative d'affaiblir son axe anti-iranien basé sur Israël, la monarchie saoudienne et d'autres cheiks de pays pétroliers sunnites du Golfe.

Abu Mahdi al-Muhandis, le chef du Kataib Hezbollah, l'une des plus grandes composantes des Forces de mobilisation populaire à majorité chiite (PMF), a également été tué lors de l'attaque. Al-Muhandis était le chef adjoint de la PMF, qui a joué le rôle prédominant dans les combats au sol contre l'État islamique d'Irak et de Syrie (ISIS) qui avait envahi un tiers de l'Irak en 2014, mettant en fuite les forces de sécurité formées par les États-Unis. Par un vote du parlement irakien, le PMF a été incorporé dans les forces armées du pays comme une sorte de garde nationale.

Washington a tenu Kataib Hezbollah responsable des attaques contre la base d'al-Taji, sur la

présomption que la milice a un motif de représailles pour l'assassinat de son commandant. Bien que la milice n'ait pas revendiqué la responsabilité des tirs de roquettes, elle a émis un avertissement selon lequel, après le 15 mars, des opérations commenceraient à chasser les forces étrangères d'Irak.

Auparavant, le Pentagone a tenu Kataib Hezbollah responsable d'une attaque contre une base irakienne à Kirkouk en décembre dernier qui a tué un entrepreneur militaire américain. L'armée américaine a réagi en lançant une frappe aérienne qui a tué deux douzaines de miliciens chiites, ce qui a ensuite déclenché une manifestation de colère à Bagdad et l'assaut contre l'ambassade américaine. Cela a été suivi par la frappe par drone qui a assassiné Suleimani et al-Muhandis.

L'armée irakienne a toutefois insisté sur le fait que la milice chiite n'avait pas été présente près de Kirkouk – une région à majorité sunnite – au cours des 18 mois précédents, et que l'attaque fut lancée par l'État islamique.

Alors que Pompeo lançait ses menaces, les responsables du Pentagone ont confirmé que le personnel militaire américain s'était retiré de petites bases en Irak et regroupé dans quelques endroits plus défendables, où les batteries de missiles Patriot et les systèmes d'interception de Roquette, Artillerie et Mortier (C-RAM) sont déployés contre les protestations du gouvernement de Bagdad. Le déploiement des missiles Patriot est également considéré comme ouvrant la voie à une attaque américaine contre l'Iran, en fournissant une protection contre des représailles iraniennes.

Le Pentagone a tenté d'afficher une attitude positive à propos ses dispositions de retranchement défensif en Irak, affirmant que la force d'occupation qu'il dirige: «reste en Irak à l'invitation du gouvernement irakien pour vaincre l'État islamique; depuis 2014, ensemble, nous avons libéré plus de 55.000 kilomètres carrés et libéré des millions d'Irakiens du régime meurtrier de l'État islamique. Nos troupes se repositionnent en coordination avec le gouvernement irakien. En raison de la sécurité opérationnelle, nous n'annoncerons pas de calendrier précis pour les déplacements de troupes.»

Tout cela bien sûr n'est que mensonges et bêtises. Les forces dirigées par les États-Unis restent en Irak au mépris du parlement du pays et face à l'hostilité écrasante du peuple irakien. Il n'est question de coordination avec aucun élément de l'armée ou du gouvernement irakien.

Le major-général Tashin al-Khafaji, porte-parole du Commandement conjoint des opérations de l'Irak, une entité formée pour coordonner les opérations entre l'armée américaine et les forces de sécurité irakiennes, a annoncé dimanche la suspension de toute coopération et de toutes les opérations conjointes avec les forces étrangères dirigées par les États-Unis en réponse aux frappes aériennes américano-britanniques de vendredi dernier. Le général a dénoncé les frappes comme un acte d'agression contre les forces armées officielles irakiennes. Dans une déclaration antérieure, les représentants irakiens au Commandement des opérations conjointes ont appelé le gouvernement à accélérer l'expulsion des troupes américaines d'Irak, avertissant que leur présence continue menaçait gravement la stabilité du pays.

Des responsables du Pentagone ont déclaré à NBC News que plusieurs centaines de soldats américains quittant les petites bases irakiennes seraient retirés du pays. Toutefois, avec le déploiement des batteries Patriot et des systèmes C-RAM, le nombre de soldats sur le

terrain augmenterait probablement. Alors qu'officiellement le Pentagone indique que le nombre de militaires américains en Irak s'élève à 5200, des milliers de soldats et de Marines supplémentaires avaient été envoyés dans le pays pendant la montée des tensions qui aboutirent à l'assassinat de Suleimani.

Il est parfaitement clair que les États-Unis ne sont pas en Irak pour combattre l'EI. Au contraire, les commandants américains reconnaissent ouvertement qu'ils considèrent désormais les milices chiites qui ont vaincu l'État islamique avec l'aide de l'Iran comme leur principal ennemi. Tout comme Washington soutient les milices liées à Al-Qaïda en Syrie, il pourrait bien commencer à apporter son soutien à l'État islamique en Irak afin de mieux diviser et régner sur le pays, tout en se préparant à un affrontement militaire direct avec l'Iran.

Entre temps, les ravages du coronavirus constituent une menace croissante pour l'Iraq, tandis que l'Iran demeure l'un des épicycles de la pandémie mondiale. Le gouvernement irakien a annoncé mardi un couvre-feu dans la capitale, Bagdad, qui se prolongera jusqu'au 24 mars afin de ralentir la propagation du virus. Jusqu'à présent, le gouvernement a signalé 110 cas confirmés et 10 décès.

La situation en Iran, dont l'infrastructure, le système de soins de santé et l'accès aux médicaments et aux fournitures de base ont été paralysés par les sanctions américaines de «pression maximale», est beaucoup plus grave. Lundi, il a été signalé que 129 personnes étaient mortes du coronavirus au cours des dernières 24 heures, portant le nombre total de morts à plus de 850.

Alors qu'il témoignait devant le Comité sénatorial des services armés la semaine dernière, le général Kenneth McKenzie, le chef du Commandement central américain, qui supervise les opérations militaires américaines au Moyen-Orient et en Afghanistan, s'est réjoui du nombre de morts et de l'infection de hauts responsables iraniens, en plaisantant, «bien sûr, la mort est permanente.»

McKenzie a émis l'hypothèse que la crise créée par les sanctions américaines, la chute des prix du pétrole et la crise des coronavirus pourraient provoquer Téhéran à lancer une agression militaire. Dans le même souffle, il a noté que les États-Unis ont maintenant deux groupes aéronavals dans la région du golfe Persique pour la première fois depuis 2012.

Alors même que le coronavirus met les États-Unis et le monde face à une crise d'une ampleur sans précédent, l'impérialisme américain calcule comment il peut exploiter cette crise pour faire avancer ses intérêts aux moyens d'une escalade d'agressions militaires qui peut déclencher une guerre à travers le Moyen-Orient et la planète entière.

Bill Van Auken

Article paru en anglais, WSWWS, le 17 mars 2020

La source originale de cet article est [wsws.org](https://www.wsws.org)
Copyright © [Bill Van Auken, wsws.org](https://www.wsws.org), 2020

Articles Par : [Bill Van Auken](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca